

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

**RECUEIL DE LEGISLATION**

**A — N° 87**

**30 décembre 1989**

**S o m m a i r e**

Règlement du gouvernement en conseil du 29 septembre 1989 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission interministérielle à l'informatique . . . . .	page 1722
Règlement ministériel du 28 novembre 1989 portant modification du règlement ministériel modifié du 28 novembre 1974 ayant pour objet de fixer les programmes détaillés des examens d'admission au stage, d'admission définitive et de promotion du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées . . . . .	1723
Règlement grand-ducal du 14 décembre 1989 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 87/308/CEE du 2 juin 1987, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radio-électriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires . . . . .	1723
Règlement grand-ducal du 14 décembre 1989 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 87/310/CEE du 3 juin 1987, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'anti-parasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence . . . . .	1725
Règlement ministériel du 20 décembre 1989 portant fixation de la valeur moyenne des rémunérations en nature en matière de sécurité sociale . . . . .	1726
Règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de la sécurité sociale et du fonds national de solidarité . . . . .	1726
Règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour le transport professionnel de marchandises par route conclue entre la Confédération du commerce luxembourgeois /Groupement transports, d'une part, et la Fédération nationale des cheminots, travailleurs du transport, fonctionnaires et employés luxembourgeois, la Fédération chrétienne du personnel des transports, la Confédération syndicale indépendante et la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'autre part . . . . .	1728
Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant modification du règlement grand-ducal du 16 décembre 1980 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945, ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention, et de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1945 concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 . . . . .	1735
Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant fixation, pour l'emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement au Ministère du Travail, de la matière et des modalités de l'examen de contrôle prévu par l'article 18, alinéa premier du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne . . . . .	1736
Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant approbation de la modification des statuts élaborée par le Comité central de l'Union des caisses de maladie . . . . .	1737
Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 ayant pour objet de proroger les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1983 déterminant en exécution de l'article 34 de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat, les modalités de l'octroi de l'abattement de 5% sur les fournitures des pharmaciens aux caisses de maladie . . . . .	1738
Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 ayant pour objet de proroger le règlement grand-ducal modifié du 30 mars 1983 déterminant en application de l'article 37 (4), alinéa 2 de la loi du 20 décembre 1982 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1983 les réductions à opérer aux tarifs médicaux et médico-dentaires . . . . .	1738
Règlement ministériel du 29 décembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués . . . . .	1738
Règlement ministériel du 30 décembre 1989 refixant le montant servant à la détermination forfaitaire du revenu professionnel agricole prévu à l'article 243 du code des assurances sociales . . . . .	1743
Réglementation des tarifs ferroviaires nationaux et internationaux . . . . .	1743
Arrêté grand-ducal du 13 avril 1984 portant publication du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adopté par la Commission de la Moselle à Trèves, le 17 novembre 1983 — Rectificatif . . . . .	1744
Règlement grand-ducal du 19 janvier 1987 concernant le contrôle des produits phytopharmaceutiques — Rectificatif . . . . .	1744
Règlement ministériel du 17 octobre 1988 portant fixation des conditions de sécurité auxquelles est subordonnée l'exploitation commerciale sur les cours d'eau de menues embarcations — Rectificatif . . . . .	1744
Règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers — Rectificatif. . . . .	1744

**Règlement du gouvernement en conseil du 29 septembre 1989 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission interministérielle à l'informatique.**

*Le Gouvernement en Conseil,*

Vu l'article 7 de la loi du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'Etat;  
Sur proposition du Ministre des Communications et après délibération;

*Arrête:*

**Art. 1<sup>er</sup>.** La commission interministérielle à l'informatique, instituée par l'article 7 de la loi du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'Etat et dénommée ci-après «la commission», est placée sous l'autorité du membre du gouvernement ayant l'informatique dans ses attributions et dénommé ci-après «le ministre».

**Art. 2.** (1) En dehors du président, du directeur du centre informatique de l'Etat et d'au moins deux autres membres de la direction du centre, la commission se compose d'un membre effectif et d'un membre suppléant par département ministériel, par administration et par service de l'Etat ayant recours à l'informatique ou à la bureautique.

(2) Sans préjudice des prérogatives de décision que possèdent les chefs des départements ministériels, administrations et services de l'Etat en question, les membres de la commission remplissent d'office la fonction de correspondant informatique et bureautique entre le centre et le service qu'ils représentent.

(3) La liste des départements ministériels, des administrations et des services de l'Etat en question est établie annuellement, en date du 31 décembre, par le centre informatique de l'Etat.

**Art. 3.** Les délégués des départements ministériels, des administrations et des services de l'Etat visés à l'article précédent, sont désignés par les membres du gouvernement compétents pour une durée de cinq ans. Leur mandat est renouvelable. Les remplaçants achèvent le mandat du membre démissionnaire.

**Art. 4.** (1) Outre le président, le ministre désigne deux vice-présidents qu'il choisit parmi les membres effectifs de la commission.

(2) Un secrétaire, à désigner par le ministre sur proposition du directeur du centre informatique de l'Etat, est adjoint à la commission sans voix délibérative.

(3) Les mandats du président, des vice-présidents et du secrétaire qui expirent avec ceux des membres de la commission, sont renouvelables.

**Art. 5.** La commission connaît deux organes: a) la séance plénière, et b) le bureau.

**Art. 6.** (1) La séance plénière, à laquelle assistent tous les membres de la commission, se réunit d'office une fois par an, au cours de la première quinzaine du mois de février, pour délibérer sur les questions informatiques et bureautiques concernant l'ensemble des départements ministériels, des administrations et des services de l'Etat.

(2) Elle est convoquée par le président qui fixe l'ordre du jour et qui dirige les délibérations.

(3) En cas d'empêchement du président, les délibérations sont dirigées par l'un des vice-présidents délégué à cette fin.

**Art. 7.** (1) Le bureau, qui est composé, outre du président, du secrétaire, du directeur du centre informatique de l'Etat et de ses deux adjoints, des seuls délégués des départements ministériels, se réunit pour conseiller le gouvernement ou le centre informatique de l'Etat sur toute question relative à l'automatisation, ainsi que pour émettre des avis sur les contestations pouvant s'élever en matière d'informatique et de bureautique.

(2) Le bureau est convoqué soit par le président, soit sur proposition du directeur du centre informatique de l'Etat ou d'un tiers de ses membres, s'ils le jugent nécessaire.

**Art. 8.** En cas de besoin, le président de la commission peut inviter aux délibérations de la séance plénière et du bureau, avec voix consultative, des experts en vue de l'examen de questions déterminées.

**Art. 9.** (1) Sur proposition du président de la commission ou du directeur du centre informatique de l'Etat, le ministre peut former, dans l'intérêt d'un projet d'automatisation particulier impliquant un ou plusieurs départements ministériels, administrations ou services de l'Etat, un groupe spécial d'experts.

(2) Le groupe spécial d'experts, présidé par un délégué du directeur du centre informatique de l'Etat, examine en détail les problèmes liés à l'automatisation projetée et soumet son avis au président de la commission.

**Art. 10.** Sauf le cas où elle fait elle-même des suggestions sur des questions relatives à l'automatisation de l'administration, la commission est saisie par le ministre auquel elle rend compte de sa mission.

**Art. 11.** (1) La commission doit recevoir communication des documents qu'elle demande et peut s'entourer de tous les renseignements qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

(2) Les dossiers soumis à la commission sont accompagnés d'un avis circonstancié du centre informatique de l'Etat.

**Art. 12.** (1) Les indemnités du président, des vice-présidents, des membres et du secrétaire de la commission, ainsi que celles des experts appartenant au service public, sont fixées par le ministre et allouées conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

(2) Les honoraires revenant aux experts étrangers au service public sont fixés conventionnellement par le ministre.

**Art. 13.** Le président, les membres et le secrétaire de la commission, ainsi que les experts consultés par celle-ci, ont droit au remboursement des frais de route et de séjour conformément aux dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

**Art. 14.** Le règlement modifié du gouvernement en conseil du 26 octobre 1979 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission interministérielle à l'informatique est abrogé.

**Art. 15.** Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 29 septembre 1989.

*Les Membres du Gouvernement,*

**Jacques Santer**  
**Fernand Boden**  
**Jean Spautz**  
**Marc Fischbach**  
**Johny Lahure**  
**René Steichen**  
**Robert Goebbels**  
**Alex Bodry**  
**Georges Wohlfart**

---

**Règlement ministériel du 28 novembre 1989 portant modification du règlement ministériel modifié du 28 novembre 1974 ayant pour objet de fixer les programmes détaillés des examens d'admission au stage, d'admission définitive et de promotion du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées.**

*Le Ministre des Travaux Publics,*

Vu la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le règlement grand-ducal du 30 juillet 1974 déterminant les conditions d'admission au stage, de nomination et d'avancement du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le titre de l'article 1.D. du règlement ministériel du 28 novembre 1974 ayant pour objet de fixer les programmes détaillés des examens d'admission au stage, d'admission définitive et de promotion du personnel des cadres de l'administration des Ponts et Chaussées, tel qu'il a été modifié, est remplacé par le texte suivant:

**Art. 1.D.** — CARRIERES DE L'INGENIEUR TECHNICIEN ET DU TECHNICIEN DIPLOME.

**Art. 2.** L'article 1.D. sous II.1. est complété comme suit:

A la deuxième ligne, il est ajouté entre les mots «Missions» et «du technicien» la mention «de l'ingénieur technicien et».

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 28 novembre 1989.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

**Robert Goebbels**

---

**Règlement grand-ducal du 14 décembre 1989 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 87/308/CEE du 2 juin 1987, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radio-électriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radio-électriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires, modifié par le règlement grand-ducal du 22 février 1986;

Vu la directive 87/308/CEE de la Commission du 2 juin 1987 (J.O. N° L155/24 du 16 juin 1987) portant adaptation au progrès technique de la directive 76/889/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radio-électriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;  
 Vu l'avis de la Chambre des Métiers;  
 Notre Conseil d'Etat entendu;  
 De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;  
 Sur le rapport de Notre Ministre de l'Energie et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radio-électriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires, modifiée par règlement grand-ducal du 22 février 1986, l'annexe à la directive est remplacée par l'annexe de la directive 87/308/CEE de la Commission du 2 juin 1987 portant adaptation au progrès technique de la directive 76/889/CEE.

**Art. 2.** Cette annexe reproduite en annexe au présent règlement grand-ducal en fait partie intégrante.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Energie,*  
**Alex Bodry**

Palais de Luxembourg, le 14 décembre 1989.  
**Jean**

*Le Ministre de la Justice,*  
**Marc Fischbach**

Doc. parl. 3350; sess. ord. 1989-1990.

## ANNEXE

### 1. Champ d'application

- 1.1. Les présentes dispositions s'appliquent aux appareils électrodomestiques, outils portatifs et autres appareils électriques produisant des perturbations continues ou discontinues de type analogue, tels que: machines de bureau, projecteurs de cinéma ou de diapositives, électrophones, trapeuses électriques, appareils électro-médicaux à moteur, dispositifs de commande et de régulation comportant des semi-conducteurs, clôtures électriques et appareils de divertissement automatiques, etc., à l'exclusion des appareils alimentés par des piles incorporées.
- 1.2. Elles indiquent les procédés de mesure des perturbations et les valeurs limites dans la gamme des fréquences comprises entre 0,15 et 300 MHz. Ces limites doivent être respectées par au moins 80% des appareils fabriqués en série avec un coefficient de confiance de 80%.
- 1.3. Les outils portatifs dont la puissance nominale dépasse 2 kW et les appareils de commande et de régulation comportant des semi-conducteurs dont l'intensité nominale d'entrée excède 16 A sont exclus du champ d'application de la présente directive.
- 1.4. Les moteurs nus, vendus comme tels, sont exclus du champ d'application du point 3 de la présente directive. Ils doivent porter une étiquette attirant l'attention de l'utilisateur sur le fait qu'il lui appartient de faire le nécessaire pour que son appareil réponde aux exigences prescrites.

### 2. Définitions

Au sens de la présente directive, les définitions ci-après sont applicables.

#### 2.1. Perturbation radio-électrique continue

Une perturbation électromagnétique dans la gamme de fréquences pouvant être due soit à des impulsions, soit à un bruit aléatoire, soit aux deux phénomènes et qui a une durée supérieure à 200 ms. La propagation de la perturbation peut se faire par rayonnement ou par conduction.

#### 2.2. Perturbation radio-électrique discontinue

Une perturbation radio-électrique non continue.

### 3. Prescriptions applicables en matière de perturbations radio-électriques

Les appareils visés ci-avant doivent être conformes à la norme ci-après:

Numéro	Titre	Edition	Date
EN 55014	Limites et méthodes de mesure des caractéristiques des appareils électrodomestiques, des outils portatifs et des appareils électriques similaires relatives aux perturbations radio-électriques.	1	Février 1987

**Règlement grand-ducal du 14 décembre 1989 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 87/310/CEE du 3 juin 1987, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence, modifié par le règlement grand-ducal du 22 février 1986;

Vu la directive 87/310/CEE de la Commission du 3 juin 1987 (J.O. N° L 155/27 du 16 juin 1987) portant adaptation au progrès technique de la directive 76/890/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Energie et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence, modifié par règlement grand-ducal du 22 février 1986, l'annexe à la directive est remplacée par l'annexe de la directive 87/310/CEE de la Commission du 3 juin 1987 portant adaptation au progrès technique de la directive 76/890/CEE.

**Art. 2.** Cette annexe reproduite en annexe au présent règlement grand-ducal en fait partie intégrante.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Energie,*  
**Alex Bodry**

*Le Ministre de la Justice*  
**Marc Fischbach**

Palais de Luxembourg, le 14 décembre 1989.  
**Jean**

Doc. parl. 3351; sess. ord. 1989-1990.

ANNEXE

**1. Champ d'application**

Les présentes dispositions concernant les luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence.

Les dispositions des points 2.2 et suivants s'appliquent aux luminaires destinés aux zones résidentielles. Les luminaires non déparasités sont soumis uniquement aux prescriptions d'inscription du point 2.1.

## 2. Prescriptions générales

### 2.1. Inscription sur les luminaires déparasités

La mention «luminaire non déparasité destiné à être utilisé dans les zones non résidentielles» doit être appliquée sur le luminaire.

Cette mention sera utilisée jusqu'à ce que le comité pour l'adaptation au progrès technique ait défini un symbole de substitution.

Note:

La définition des zones non résidentielles relève de la compétence des autorités nationales.

### 2.2. Valeur minimale d'affaiblissement d'insertion

La valeur minimale d'affaiblissement doit être respectée par au moins 80% des luminaires fabriqués en série avec un coefficient de confiance de 80%.

Les méthodes d'application des valeurs minimales d'affaiblissement d'insertion sont indiquées au point 3.

## 3. Prescriptions applicables en matière de perturbations radio-électriques

Les appareils visés ci-avant doivent être conformes à la norme ci-après:

Norme européenne  
(établie par CENELEC, rue Bréderode 2, boîte 5, B-1000 Bruxelles)

Numéro	Titre	Edition	Date
EN 55015	Limites et méthodes de mesure des caractéristiques des lampes à fluorescence et des luminaires relatives aux perturbations radio-électriques.	1	Février 1987

## Règlement ministériel du 20 décembre 1989 portant fixation de la valeur moyenne des rémunérations en nature en matière de sécurité sociale.

*Le Ministre de la Sécurité sociale,  
Le Ministre de la Famille et de la Solidarité,*

Vu l'article 7 du code des assurances sociales;

Vu l'article 24 de l'arrêté grand-ducal du 11 juin 1926 concernant le règlement général d'exécution sur l'assurance-accidents obligatoire;

Vu l'article 32 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

Vu le règlement ministériel du 12 décembre 1984 portant fixation de la valeur moyenne des rémunérations en nature en matière de sécurité sociale;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont prorogées pour l'exercice 1990 les dispositions du règlement ministériel du 12 décembre 1984 portant fixation de la valeur moyenne des rémunérations en nature en matière de sécurité sociale.

**Art. 2.** Le présent règlement est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 20 décembre 1989.

*Pr. le Ministre de la Sécurité sociale,  
Le Secrétaire d'Etat,*

**Mady Delvaux-Stehres**

*Le Ministre de la Famille et de la Solidarité*

**Fernand Boden**

## Règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de la sécurité sociale et du fonds national de solidarité.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles 59 et 287 du code des assurances sociales;

Vu l'article 4 de la loi du 29 août 1951 concernant l'assurance maladie des fonctionnaires et employés;

Vu l'article 40 de la loi modifiée du 13 mars 1962 portant création d'une caisse de maladie agricole;

Vu l'article 17 de la loi du 23 avril 1979 portant réforme de l'assurance maladie des professions indépendantes et institution d'une indemnité pécuniaire;

Vu l'article 32 de la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

Vu l'article 20 de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité;

Vu l'article 2 sub 4 de la loi du 25 avril 1974 portant institution d'une inspection générale de la sécurité sociale et création d'un centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de sécurité sociale;

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre de travail, de la Chambre des employés privés, de la Chambre des métiers, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la sécurité sociale et de Notre Ministre de la famille et de la solidarité et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

### Chapitre I - Tenue de la comptabilité

**Art. 1<sup>er</sup>.** Tout organisme de sécurité sociale doit tenir une comptabilité appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités, conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

La comptabilité d'un organisme de sécurité sociale doit couvrir l'ensemble de ses opérations, de ses avoirs, de ses créances et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

Les détails sur la tenue de la comptabilité sont précisés dans un plan comptable uniforme des organismes de sécurité sociale arrêté par l'autorité de surveillance sur proposition de la commission prévue à l'article 10.

Les comptes ouverts sont définis par l'organisme dans un plan comptable conforme dans sa teneur, sa présentation et sa numérotation au plan comptable uniforme des organismes de sécurité sociale visé à l'alinéa 3 ci-dessus.

**Art. 2.** Toutes les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète avec l'indication notamment de leur nature et, le cas échéant, de la contrepartie, et par ordre de date, soit dans un livre journal unique, soit dans des journaux spécialisés. La procédure utilisée pour la comptabilisation doit être approuvée préalablement par l'autorité de surveillance.

Aucune inscription se rapportant à un mois donné ne peut être opérée après la troisième semaine du mois subséquent, sauf dérogation à autoriser par l'autorité de surveillance sur demande du comptable. Cette disposition ne s'applique pas aux inscriptions de fin d'année qui sont régies par les articles 8 et 9.

### Chapitre II - Présentation annuelle des comptes

**Art. 3.** Tout organisme de sécurité sociale doit établir une fois par an un compte annuel comprenant un bilan, un compte de résultat ainsi que l'annexe définie au chapitre IV. Ces documents forment un tout.

Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'organisme.

Toute compensation entre les postes d'actif et de passif, ou entre les postes de charges et de produits est interdite sauf dans les cas prévus dans le plan comptable uniforme.

La structure du bilan et du compte de résultat ou d'exploitation est arrêtée par l'autorité de surveillance sur proposition de la commission prévue à l'article 10. Le bilan est établi sur la base d'un inventaire complet des avoirs et droits ainsi que des dettes, obligations et engagements au 31 décembre.

### Chapitre III - Conservation des documents

**Art. 4.** Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative et porte un indice de référence à celle-ci.

**Art. 5.** Les livres comptables et les pièces comptables doivent être conservés pendant dix ans à partir de la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent. Toutefois pour les sous-pièces, telles notes d'honoraires et factures, le délai de conservation est égal au délai de prescription ou de renouvellement augmenté d'une année.

**Art. 6.** Les documents et informations visés aux articles 2 et 5, à l'exception du bilan et du compte de résultat, peuvent être conservés sur support informatique, à condition que les reproductions ou les enregistrements correspondent au contenu des documents ou des informations à conserver et qu'ils peuvent être produits pendant la durée de la conservation.

### Chapitre IV - Contenu de l'annexe

**Art. 7.** L'annexe comporte, suivant les modalités inscrites au plan comptable uniforme des organismes de sécurité sociale:

- 1) les statistiques concernant le fonctionnement de l'assurance;
- 2) les modes d'évaluation appliqués à divers postes des comptes annuels ainsi que les méthodes utilisées pour le calcul des corrections de valeur;
- 3) le détail des frais d'administration et de gestion de l'organisme de sécurité sociale en distinguant les frais avec participation de l'Etat de ceux sans participation de l'Etat;
- 4) un état des titres et valeurs détenus et des prêts accordés;
- 5) un état des constructions immobilières, suivant leur valeur à l'origine et leur valeur nette comptable, et des terrains et forêts suivant leur valeur d'acquisition.

### Chapitre V - Clôture de l'exercice

**Art. 8.** Aucune inscription de fin d'année ne peut être opérée après le 31 mars sauf dérogations prévues au plan comptable uniforme et à l'article 9 ci-après.

L'autorité de surveillance est informée de la clôture d'exercice par la réception de la balance définitive arrêtée et des comptes annuels: bilan, compte de résultat et annexe sans préjudice des opérations prévues à l'article 9.



La saisine des organes chargés de l'approbation des comptes annuels ne peut se faire, compte tenu des délais légaux prévus, au plus tôt six semaines après la remise à l'autorité de surveillance des documents comptables.

La clôture des documents comptables est constatée par la formule d'arrêté de comptes, prévue au plan comptable uniforme des organismes de sécurité sociale, apposée sur la balance définitive de l'exercice.

**Art. 9.** Dans le cadre d'une communauté des risques entre plusieurs organismes les comptes annuels visés à l'article 8 alinéa 2 ne tiennent pas compte des écritures finales concernant les effets de cette communauté des risques.

Les livres sont ouverts à nouveau par l'autorité de surveillance pour la comptabilisation des écritures finales suite à l'exécution des opérations de transfert ou de compensation dans le cadre d'une communauté des risques et suite à une décision émanant d'un organe de l'institution.

**Art. 10.** Il est institué une commission consultative chargée d'aplanir les difficultés d'application du plan comptable uniforme prévu à l'article 1er ci-avant, de proposer des adaptations de ce plan et d'élaborer un plan statistique uniforme pour toutes les institutions de sécurité sociale. Cette commission est composée de comptables des différents organes de la sécurité sociale et de deux délégués de l'inspection générale de la sécurité sociale.

Suivant la nature des questions à étudier la commission peut s'adjoindre des experts.

Les membres de la commission bénéficient de jetons de présence à fixer par arrêté spécial.

**Art. 11.** Le présent règlement qui est publié au Mémorial entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

*Pr. le Ministre de la Sécurité sociale,*

*Le Secrétaire d'Etat,*

**Mady Delvaux-Stehres**

*Le Ministre de la Famille*

*et de la Solidarité,*

**Fernand Boden**

Château de Berg, le 22 décembre 1989.

**Jean**

**Règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour le transport professionnel de marchandises par route conclue entre la Confédération du commerce luxembourgeois/Groupement transports, d'une part, et la Fédération nationale des cheminots, travailleurs du transport, fonctionnaires et employés luxembourgeois, la Fédération chrétienne du personnel des transports, la Confédération syndicale indépendante et la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'autre part.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 modifié de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La convention collective de travail pour le transport professionnel de marchandises par route conclue entre la Confédération du commerce luxembourgeois /Groupement transports, d'une part, et la Fédération nationale des cheminots, travailleurs du transport, fonctionnaires et employés luxembourgeois, la Fédération chrétienne du personnel des transports, la Confédération syndicale indépendante et la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'autre part, est déclarée d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle elle a été établie.

**Art. 2.** Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec la convention collective de travail prémentionnée.

*Le Ministre du Travail,*

**Jean-Claude Juncker**

Château de Berg, le 22 décembre 1989.

**Jean**

**KOLLEKTIVVERTRAG FUER DEN GEWERBLICHEN STRASSENGÜETERVERKEHR**

Abgeschlossen zwischen der  
**CONFEDERATION DU COMMERCE LUXEMBOURGEOIS «GROUPEMENT TRANSPORTS»**  
 einerseits  
 und dem  
**LANDESVERBAND der Eisenbahner, Transportarbeiter, Funktionäre und Beamte (FNCTTFEL) - Sektor ACAL**  
 gewerblicher Güterverkehr  
 und dem  
**VERBAND DES CHRISTLICHEN VERKEHRSPERSONAL (FCPT) - Sektor gewerblicher Güterverkehr**  
 und den  
 national repräsentativen Gewerkschaften **OGB-L und LCGB**  
 andererseits.



### **Art. 1. - Zwecke des Vertrages**

Der Vertrag bezweckt die Sicherung geordneter Lohn- und Arbeitsverhältnisse, die Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbs sowie die Wahrung des sozialen Friedens für alle unter Artikel 2 aufgezählten Arbeitnehmer unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Lage und unter der aufschiebenden Bedingung der von den Vertragspartnern anzustrebenden Allgemeinverbindlichkeitserklärung.

### **Art. 2. - Geltungsbereich**

Der gegenwärtige Kollektivvertrag gilt:

- 2.1.1. für alle Unternehmen des gewerblichen Strassengüterverkehrs, deren Geschäftssitz sich im Grossherzogtum Luxemburg befindet.
- 2.1.2. für alle Personen, welche in diesen Unternehmen auf begrenzte oder unbegrenzte Zeit hauptberuflich als Kraftfahrer tätig und im Besitz der entsprechenden behördlichen Ermächtigung wie Befähigungsnachweis, Führerschein und Arbeitsgenehmigung sind.
- 2.1.3. für alle Arbeitnehmer, die in den Unternehmen als Begleiter ohne Führerschein, als Lagerarbeiter und Handlanger angestellt sind.
- 2.1.4. für alle Mechaniker mit CCP (certificat de capacité professionnelle) - Fachhilfsarbeiter.
- 2.1.5. für alle Mechaniker mit CATP (certificat d'aptitude technique professionnelle).
- 2.2. Mit Ausnahme der gesetzlichen Bestimmungen über die Kündigungsfristen, gelten sämtliche Bestimmungen dieses Vertrages ebenfalls während der Probezeit.

Die Dauer der Probezeit wird durch das Gesetz vom 24. Mai 1989 betreffend den Arbeitsvertrag geregelt (Artikel 34). Die Probezeit wird für die Betriebszugehörigkeit mit eingerechnet.

### **Art. 3. - Rechte und Pflichten**

#### 3.1. *Vorschriften beim Einstellen*

Bei der Einstellung erhält der Arbeitnehmer einen Arbeitsvertrag in dem die Art der Beschäftigung, Lohn und spezifische Bedingungen des Betriebes festgehalten sind. Ausserdem übergibt der Arbeitgeber dem Arbeitnehmer eine Abschrift des laufenden Kollektivvertrages.

#### 3.2. *Rechte des Fahrers*

Der Arbeitgeber ist verpflichtet, den Arbeitnehmer in der jeweilig festgesetzten Arbeitszeit voll zu beschäftigen.

#### 3.3. *Pflichten des Fahrers*

- 3.3.1. Die unter den Vertrag fallenden Arbeitnehmer sind verpflichtet, die Arbeitszeit pünktlich einzuhalten. Die für An- und Auskleiden, sowie für Waschen und Toilette benötigte Zeit wird nicht als Arbeitszeit angerechnet.
- 3.3.2. Alle Arbeitnehmer haften für ordnungsgemässige und regelrechte Ausführung der ihnen zugeteilten Arbeit. Sie haben einzeln den Schaden zu ersetzen, der durch Nichterfüllung oder grobe Vernachlässigung der ihnen obliegenden Dienstpflichten dem Arbeitgeber direkt oder indirekt zugefügt worden ist. Dies geschieht unter Berücksichtigung der entsprechenden Gesetze.
- 3.3.3. Vor jedem Fernbleiben von der Arbeit ist 3 Arbeitstage im voraus die Erlaubnis des Arbeitgebers einzuholen. Bei plötzlichen Vorkommnissen wie Erkrankung, oder bei Familienangelegenheiten, wie Todesfall des Ehepartners oder eines Verwandten des ersten Grades, Entbindung der Ehefrau, schwere Erkrankung des Ehepartners, muss der Arbeitnehmer seinen Arbeitgeber sofort benachrichtigen, spätestens 3 Stunden vor Arbeitsbeginn, ausser im Falle höherer Gewalt. Im Krankheitsfall ist ausserdem ein Attest des Arztes innerhalb von 3 Tagen beizubringen.

### **Art. 4. - Auflösung des Arbeitsverhältnisses**

#### 4.1. *Allgemeines*

Das Arbeitsverhältnis zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer kann von beiden Parteien unter Beobachtung der Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Mai 1989 betreffend den Arbeitsvertrag und den Kündigungsschutz, gelöst werden.

#### 4.2. *Ein schweres Vergehen*

im Sinne des Artikels 27 des Gesetzes vom 24. Mai 1989 liegt beim *Arbeitnehmer* unter anderem vor,

- 4.2.1. wenn er böswilligerweise oder trotz Verwarnung die Sicherheit des Betriebes, seine eigene oder die seiner Mitarbeiter gefährdet, oder wenn er körperliche oder Sachschäden verursacht;
- 4.2.2. wenn er ohne triftigen Grund seine Arbeit verlässt oder sich weigert, den Anordnungen seiner Vorgesetzten Folge zu leisten, es sei denn, dass durch diese Anordnungen dem im Kollektivvertrag aufgeführten Arbeitnehmer eine unehrliche oder gesetzeswidrige Handlung zugemutet würden;
- 4.2.3. wenn er öfters und trotz wiederholter Verwarnung seitens des Arbeitgebers ohne triftigen Grund seine Arbeit zu spät aufnimmt;

- 4.2.4. wenn er auf der Arbeitsstelle oder im Zusammenhang mit Arbeitsangelegenheiten sich Tätlichkeiten oder grober Beleidigungen gegenüber einem Vorgesetzten oder einem Arbeitskollegen oder gegenüber Dritten, mit denen er dienstlich zu tun hat, schuldig macht;
- 4.2.5. wenn er die ihm anvertrauten Arbeiten offensichtlich schlecht und mangelhaft ausführt;
- 4.2.6. wenn er sich unredlicher oder sittenwidriger Handlungen schuldig macht;
- 4.2.7. wenn er mit Vorbedacht oder offensichtlicher Fahrlässigkeit dem Arbeitgeber einen materiellen Schaden zufügt;
- 4.2.8. wenn er nachweislich unter Alkoholeinfluss oder unter Einfluss von berauschenden Mitteln (Drogen) ein Fahrzeug führt.  
Der Genuss von Alkohol und berauschenden Mitteln vor und während der Arbeitszeit ist verboten;
- 4.2.9. wenn er ohne Erlaubnis und ohne triftigen Grund oder ohne vorherige Benachrichtigung des Arbeitgebers abwesend war;
- 4.2.10. wenn er seine Einstellung durch falsche Angaben oder Zeugnisse über seine Fähigkeit erwirkt hat;
- 4.2.11. wenn ihm die behördlichen Ermächtigungen wie Befähigungsnachweis oder Führerschein oder Arbeitsgenehmigung entzogen wurden;
- 4.2.12. allgemein wenn er seine Pflichten gröblich verletzt oder gegen die korrekte Erfüllung des Kollektivvertrags verstösst.
- 4.3. Ein schweres *Vergehen*  
im Sinne des Artikels 27 des Gesetzes vom 24. Mai 1989 liegt beim *Arbeitgeber* vor:
- 4.3.1. wenn er sich dem Arbeitnehmer gegenüber Tätlichkeiten oder grober Beleidigung schuldig macht;
- 4.3.2. wenn der Arbeitnehmer wegen Arbeitsmangel oder Betriebsstörung mehr als 2 Tage hintereinander oder mehr als 3 Tage innerhalb von 14 aufeinanderfolgenden Tagen feiern muss;
- 4.3.3. wenn dem Arbeitnehmer die erfallenen Löhne vorenthalten oder wenn seine Rechte auf dem Gebiet der Sozialversicherungen nicht gewahrt werden.
- 4.3.4. wenn dem Arbeitnehmer wiederholt solche Arbeiten zugewiesen werden, die nicht zum Wirkungsbereich des Arbeitgebers gehören und dazu einen degradierenden oder schikanösen Charakter haben;
- 4.3.5. wenn dem Arbeitnehmer eine unehrliche oder gesetzeswidrige Handlung zugemutet wird;
- 4.3.6. allgemein, wenn die Bestimmungen dieses Kollektivvertrages am Arbeitnehmer nicht erfüllt werden.

#### **Art. 5. - Gesamtschichtdauer (Amplitude)**

##### 5.1. *Définition*

Die Gesamtschichtdauer begreift die Zeitspanne zwischen Beginn und Ende der Arbeit.

Sie begreift:

- 5.1.1. die notwendige Wegezeit zur Übernahme oder zur Abgabe des Fahrzeuges, wenn der Wagen nicht am gewöhnlichen Arbeitsplatz übernommen oder abgestellt wird;
- 5.1.2. die Vorbereitungs- und Abgabezeiten des Wagens und die Zeit für die schriftlichen Arbeiten (Buchführungs- und Verrechnungsarbeiten, Ablieferung der Einnahmen, Unterzeichnung von Fahrzeugregistern und Übergabe von Dienstpapieren);
- 5.1.3. die effektiven Lenkzeiten;
- 5.1.4. die Unterhalts-, Kontroll- und Reparaturarbeiten am Fahrzeug, soweit sie vom Fahrer selbst ausgeführt werden oder er dabei Hilfsarbeiten leistet;
- 5.1.5. die effektive Lade- und Entladezeit, soweit die Anwesenheit des Fahrers erforderlich ist;
- 5.1.6. die Zeiten, über die er frei verfügen kann, während denen der Fahrer auf seinem Arbeitsplatz zur Verfügung steht, um eine der vorstehenden Arbeiten zu übernehmen;
- 5.1.7. die Zeiten, welche der Fahrer als Beifahrer im fahrenden Wagen auf dem Beifahrersitz oder in der Schlafkabine verbringt;
- 5.1.8. die gesetzlich vorgeschriebenen Ruhepausen.

Die Gesamtschichtdauer darf 12 Stunden nicht überschreiten und die Gesamtzahl der aufeinanderfolgenden Schichten darf 6 Tageslenkzeiten nicht überschreiten.

Höchstens dreimal pro Woche kann die Gesamtschichtdauer auf 15 Stunden erhöht werden, sofern bis zum Ende der folgenden Woche eine entsprechende Ruhezeit zum Ausgleich gewährt wird.

##### 5.2. *Abweichung im internationalen Verkehr*

Erfolgt die Fahrt mit einer Mannschaft von 2 Fahrern, so kann die «Amplitude» einen Zeitraum vom 22 Stunden erreichen. Dies unter Berücksichtigung, dass die Fahrer mindestens 8 zusammenhängende Stunden tägliche Ruhezeit einlegen.

#### **Art. 6. - Effektive Arbeitszeit**

##### 6.1. *Definition*

Die effektive Arbeitszeit begreift die in Artikel 5.1.1. bis 5.1.5. aufgeführten Aufgaben.

- 6.2. *Tägliche Lenkzeit*  
Die tägliche Lenkzeit ergibt sich aus den gesetzlichen Bestimmungen (vgl. EWG-Verordnung 3820/85).
- 6.3. *Wöchentliche Arbeitszeit*  
Die Berechnung der wöchentlichen Arbeitszeit geschieht auf der basis der 40 Stunden-Woche. Wird diese Zeit aufgrund von gesetzlichen Bestimmungen überschritten, so kann eine Kompensierung der Überstunden in Form von freien Stunden im laufenden Monat gewährt oder als Überstunden verrechnet werden.
- 6.4. *Wöchentliche Lenkzeit*  
Die wöchentliche Lenkzeit ergibt sich aus den gesetzlichen Bestimmungen (vgl. EWG-Verordnung 3820/85).

## Art. 7. - Überstunden

- 7.1. *Definition*  
Als Überstunden gelten:  
a) alle effektiven Arbeitsstunden, welche die unter 6.3. festgelegte effektive Arbeitszeit überschreiten;  
b) alle Stunden, welche die in Art. 5 festgelegte Gesamtschichtdauer überschreiten;
- 7.2. *Berechnung*  
Die Abrechnung der Überstunden des zu verrechnenden Monats geschieht auf der Referenzperiode des laufenden Monats und dessen fälligen Arbeitstagen.  
Wird während eines Monats sowohl die effektive Arbeitszeit wie in Art. 6 festgelegt als auch die in Art. 5 festgelegte monatliche Gesamtschichtdauer überschritten, so werden nur einmal für die jeweilige höchste in Frage kommende Stundenzahl Überstunden berechnet.  
Werden Überstunden durch gesetzliche Massnahmen möglich, sind diese nicht genehmigungspflichtig.

## Art. 8. - Spesen

Wenn der Arbeitnehmer ausserhalb seines Dienst- und Wohnortes beruflich ununterbrochen den ganzen Tag, das heisst mindestens 8 Stunden verbringen muss, hat er Anrecht auf eine steuerfreie Entschädigung, welche pro Tag zwischen einem Minimum von 100,— Franken und einem Maximum von 780,— Franken liegt.

Bei Fahrten, die auf Anordnung des Betriebes eine Nacht (22.00-06.00 Uhr) berufliche Abwesenheit begreifen, ist der Höchstsatz von 780,— Franken geschuldet.

Falls die steuerfreien Sätze für Spesen ändern, werden diese Gegenstand von Verhandlungen sein.

## Art. 9. - Lohntarif

- 9.1. *Tariflöhne*  
Die Kraftwagenlenker werden in Bezug auf die Entlohnung in nachfolgende Kategorien eingeteilt:  
Kategorie 1: Kraftwagenlenker, eingesetzt auf Fahrzeugen, für welche der Führerschein der Klasse B verlangt wird.  
Kategorie 2: Kraftwagenlenker, eingesetzt auf Fahrzeugen, für welche der Führerschein der Klasse C, resp. E1 verlangt wird.  
Kategorie 3: Kraftwagenlenker, eingesetzt auf Fahrzeugen, für welche der Führerschein der Klasse E2 verlangt wird.
- 9.1.1. Der Tariflohn beträgt für Kraftwagenlenker bei Lebenskosten Index 439,38 ab 1.8.1989

Dienstjahre:	Kategorie I Führerschein Klasse B	Kategorie II Führerschein Klasse C, E1	Kategorie III Führerschein Klasse E2
Die ersten 6 Monate	38.064	41.600	47.146
nach 6 Monaten	38.622	43.909	49.458
1. 2. 3. Jahr	39.294	43.909	49.458
4. 5. 6 Jahr	41.600	46.220	51.756
7. 8. 9 Jahr	43.909	48.527	54.070
10. 11. 12 Jahr	45.726	49.248	56.370
13. 14. 15 Jahr	46.682	51.534	58.227
16. 17. 18 Jahr	47.604	52.681	60.052
19, 20, 21 Jahr	48.527	53.837	61.924
22. 23. 24 Jahr	49.458	54.987	63.771
25. Jahr	50.219	56.139	65.617

### 9.1.2. Tariflohn für Begleiter ohne Führerschein:

Dienstjahre:

Die ersten 6 Monate	36.783
nach 6 Monaten	37.859
1. 2. 3. Dienstjahr	37.859
4. 5. 6. Dienstjahr	39.007
7. 8. 9. Dienstjahr	40.346
10. 11. 12. Dienstjahr	42.965
13. 14. 15. Dienstjahr	44.961
16. 17. 18. Dienstjahr	46.723
19. 20. 21. Dienstjahr	48.504
22. 23. 24. Dienstjahr	50.278
25. Dienstjahr	52.047

Alle Monatslöhne tragen der gesetzlich vorgesehenen Lohnerhöhung für eventuelle Nachtarbeitsstunden Rechnung.

Die in diesem Artikel aufgeführten Bestimmungen dürfen auf keinen Fall dazu führen, dass der monatliche Totallohn (Lohn, Überstundenentgelt und Zuschläge), so wie er augenblicklich dem einzelnen Fahrer gewährt wird, in irgendeiner Weise gekürzt wird.

### 9.1.3. Arbeitsbedingungen und Lohn tarif für das Nichtfahrpersonal

Für die Mechaniker, Lagerarbeiter und Handlanger gelten die gesetzlichen Bestimmungen über den 8-Stundentag und die 40-Stundenwoche.

Tariflohn für Mechaniker mit CCP, Mechaniker mit CATP, Lagerarbeiter und Handlanger:

Dienstjahre	Mechaniker mit CCP	Mechaniker mit CATP	Lagerarbeiter Handlanger
1. Dienstjahr	39.007	39.007	34.371
2. Dienstjahr	39.007	39.007	34.371
3. Dienstjahr	39.007	39.066	34.720
4. 5. 6. Dienstjahr	39.007	41.085	35.628
7. 8. 9. Dienstjahr	39.900	43.100	37.343
10. 11. 12. Dienstjahr	41.894	45.116	39.060
13. 14. 15. Dienstjahr	43.811	47.126	40.787
16. 17. 18. Dienstjahr	45.725	49.147	42.483
19. 20. 21. Dienstjahr	47.636	51.164	44.226
22. 23. 24. Dienstjahr	49.550	53.177	45.952
25. Dienstjahr	51.473	55.225	47.671

### 9.2. Anpassungen

Eine Erhöhung dieser Löhne um 3% erfolgt am 1.8.1990.

### 9.3. Index

Die Monatslöhne werden dem jeweiligen Lohnindexstand angepasst.

### 9.4. Vergünstigungen

Bei Inkrafttreten dieses Vertrages bestehende Vergünstigungen jedweder Art betreffend Arbeits- und Lohnverhältnisse, sowie Vergünstigungen, die dem Arbeitnehmer im Verlauf der Vertragsdauer zugestanden werden und die eine Verbesserung des gegenwärtigen Kollektivvertrages darstellen, sind als Abmachung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer anzusehen und können weder in die Bedingungen des Kollektivvertrages einbezogen noch den Schwankungen des Lebenshaltungskostenindex unterworfen werden.

### 9.5. Verbot bestimmter Arten des Entgeltes

Lohnabhängige Mitglieder des Fahrpersonals dürfen nicht nach Massgabe der zurückgelegten Strecke und/oder der Menge der beförderten Güter entlohnt werden, auch nicht in Form von Prämien oder Zuschlägen für diese Fahrstrecke oder Gütermengen, es sei denn, dass diese Entgelte, die Sicherheit im Strassenverkehr nicht beeinträchtigen.

## Art. 10. - Lohnzahlung

### 10.1. Lohnberechnung

Die Lohnabrechnung muss folgende Angaben ausdrücken:

- Zahl der effektiv geleisteten Arbeitsstunden und des anfallenden monatlichen Bruttolohnes
- Zahl der geleisteten Überstunden und Überstundenzuschlag
- Zahl der geleisteten Stunden für Sonntagsarbeit mit Zuschlag
- Zahl der laut Artikel 11.3. geleisteten Stunden für Nachtarbeit

- Zahl der geleisteten Stunden bei Feiertagen mit Zuschlag
- Angabe der Urlaubs- und Krankentage
- Soziale Abzüge für Krankenkasse und Pensionskasse.

#### 10.2. Lohnauszahlung

Die Lohnauszahlung erfolgt 2 mal pro Kalendermonat, d.h. ein Vorschuss von 2/3 des normalerweise geschuldeten Monatslohnes wird bis zum 25. eines jeden Monats und der Restbetrag mit der Abrechnung spätestens am 10. des nachfolgenden Monats ausbezahlt.

#### 10.3. Beanstandungen

Irrtümer, die bei der Lohnzahlung vorkommen, müssen sofort, Irrtümer, die bei der Lohnabrechnung vorkommen, müssen spätestens innerhalb von 8 Tagen behoben werden.

Auf Anfrage des Arbeitnehmers wird zusätzlich eine getrennte Spesenabrechnung erstellt.

### Art. 11. - Sonn-, Feiertags- und Nachtarbeit

#### 11.1. Sonntagsarbeit

Das Arbeiten an Sonntagen, falls vom Betrieb verlangt, wird gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 1. August 1988 geregelt und entschädigt.

Auch diesbezüglich gelten die vertraglichen Bestimmungen betreffend Arbeitsdauer, Arbeitszeit, Wartezeit, Überstunden und Ruhezeit.

#### 11.2. Feiertagsarbeit

Auf Anordnung des Betriebes geleistete Feiertagsarbeit wird gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1976 geregelt und entschädigt.

#### 11.3. Nachtarbeit

Als Nachtarbeit gelten die zwischen 22.00 und 6.00 Uhr geleisteten Arbeitsstunden.

Auf ausdrückliche Anordnung des Betriebes geleistete Nachtarbeit wird folgendermassen verrechnet: Der Lohn des Arbeitnehmers setzt sich zusammen aus dem Basislohn und dem für Nachtarbeit geschuldeten Zuschlag von 15%.

Der Basislohn beträgt 90% des unter Artikel 9 angeführten Lohn tariffs, welcher als Mindestmonatslohn gilt.

### Art. 12. - Ruhezeiten

#### 12.1. Pausen (Coupures)

Als Ruhepause gilt jede Unterbrechung von wenigstens 30 Minuten, während der der Fahrer frei über seine Zeit verfügen kann.

#### 12.2. Unterbrechungen

Nach 4 1/2 Stunden Lenkzeit, beträgt die Unterbrechung 45 Minuten (oder 3 x 15 Minuten).

#### 12.3. Tägliche Ruhezeit

Die tägliche Ruhezeit beträgt mindestens 11 zusammenhängende Stunden, die höchstens dreimal pro Woche auf nicht weniger als 9 zusammenhängende Stunden verkürzt werden darf, sofern bis zum Ende der folgenden Woche eine entsprechende Ruhezeit zum Ausgleich gewährt wird.

Die tägliche Ruhezeit kann im Fahrzeug verbracht werden, sofern es mit einer Schlafkabine ausgestattet ist und nicht fährt.

#### 12.4. Wöchentliche Ruhezeit

Die wöchentliche Ruhezeit beträgt mindestens 45 zusammenhängende Stunden. Diese Ruhezeit kann am Standort des Fahrzeugs oder am Heimatort des Fahrers auf eine Minstdauer von 36 zusammenhängende Stunden oder ausserhalb dieser Orte auf eine Minstdauer von 24 zusammenhängende Stunden verkürzt werden. Jede Verkürzung ist durch eine zusammenhängende Ruhezeit auszugleichen, die vor Ende der auf die betreffende Woche folgenden dritten Woche zu nehmen ist.

### Art. 13.- Urlaub

#### 13.1. Anrecht

Der Arbeitnehmer hat Anrecht auf 25 Arbeitstage Jahresurlaub. Es gelten die gesetzlichen Bestimmungen des diesbezüglichen Gesetzestextes der koordinierten Fassung vom 20. September 1979.

#### 13.2. Zusatzurlaub

a) als Kompensation für die eventuell nicht eingehaltene wöchentliche Ruhezeit von 45 Stunden wird ein Zusatzurlaub wie folgt gewährt:

0 - 8 Mal	1 Tag
8 - 16 Mal	2 Tage
16 - 24 Mal	3 Tage
24 - 32 Mal	4 Tage
32 - 40 Mal	5 Tage
mehr als 40 Mal	6 Tage

- b) In dem Jahr wo der Arbeitnehmer das Alter von 50 Jahren erreicht und 10 Jahre Betriebszugehörigkeit zählt, hat er Anrecht auf einen zusätzlichen Urlaubstag. Beim Alter von 55 Jahren und 15 Jahren Betriebszugehörigkeit sind es zwei zusätzliche Urlaubstage.

### 13.3. *Sonderurlaub*

Für die Gewährung eines Sonderurlaubs gelten die Bestimmungen des koordinierten Textes über Urlaub vom 20. September 1979.

## **Art. 14. - Zusatzbestimmungen**

### 14.1. *Kontrolle*

Grundsätzlich gilt für jede Kontrolle der Fahr- und Ruhezeiten bei Lastwagen der Tachograph.

## **Art. 15. - Schlussbestimmungen**

### 15.1. *Gefahrguttransporte*

Für diejenigen Betriebe, die Gefahrguttransporte durchführen, obliegt es den Gewerkschaften, Abmachungen auf Betriebsebene zu vereinbaren, über die Zuschläge an die Fahrer, die Inhaber der ADR-Bescheinigung sein müssen.

### 15.2. *Arbeitskleidung*

Falls eine spezielle Arbeitskleidung, wie Schuhwerke, für den Arbeitsbereich erforderlich sind, wird dies Gegenstand von Betriebsregelungen sein.

### 15.3. *Auslegung des Vertrages*

Für die Regelung von Schwierigkeiten, die sich bei der Auslegung des Vertrages ergeben, wird eine paritätische Vertragskommission gebildet, die sich aus je 2 Delegierten der Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertreter zusammensetzt. Falls diese Kommission zu keiner Einigung gelangt, kann sie die Entscheidung einem Schiedsrichter übertragen. Die interpretativen Entscheidungen der Vertragskommission bzw. des Schiedsrichters sind allgemeinverbindlich und stellen eine Ergänzung des Vertragstextes dar.

### 15.4. *Erhaltung des sozialen Friedens*

Zwecks Erhaltung des sozialen Friedens auf der Ebene des Betriebes und des Berufes, verpflichten sich die Vertragsparteien und ihre Mitglieder, während der Vertragsdauer von jeglicher Androhung oder Durchführung eines Streikes, bzw. einer Aussperrung abzusehen, sowie alles zu unterlassen, was die gute Zusammenarbeit zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgeber beeinträchtigen könnte.

Ungünstigere Sonderabmachungen, die mit den Bestimmungen oder dem Sinn dieses Vertrages in Widerspruch stehen, sind unzulässig. Schwierigkeiten die sich bei der Ausführung oder bei der Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages ergeben, werden nach Möglichkeit von den vertragsschliessenden Parteien selbst durch Aussprache behoben.

### 15.5. *Schlichtungen und Behebung von Streitigkeiten*

Sollte eine Verständigung auf diesem Wege nicht möglich sein, so werden das nationale Schlichtungsamt (Office National de Conciliation) bzw. die Arbeitsschiedsgerichte (Conseil des Prud'hommes) unter Beobachtung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen angerufen.

### 15.6. *Lohnzuschlag für Fahrer mit erfolgreich abgeschlossener beruflicher Fortbildung*

Die Arbeitgeber sind prinzipiell einverstanden, Fahrern, die vom Luxemburger Staat organisierte Fortbildungskurse für Berufsfahrer erfolgreich abgeschlossen haben, einen Lohnzuschlag zu gewähren. Die Vertragsparteien einigen sich darauf, Diskussionen über die Höhe und die Modalitäten dieses Lohnzuschlages frühestens 6 Monate nach dem Abschluss der ersten Kurse aufzunehmen. Diese 6 Monate sollen den Betrieben erlauben, den beruflichen Nutzen dieser Kurse für beide Parteien einzuschätzen.

## **Art. 16. - Vertragsdauer**

Der Vertrag tritt am 1.8.1989 in Kraft und endet am 31.7.1991.

Er kann frühestens unter Beachtung einer Frist von 3 Monaten von jeder der vertragsschliessenden Parteien gekündigt werden.

Wird der Vertrag nicht gekündigt, so läuft er automatisch um je ein Jahr weiter, unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten.

Wird der Vertrag gekündigt, so gelten die gegenwärtigen Bestimmungen bis zur Unterzeichnung eines neuen Vertrages.

Dieser Vertrag wird in siebenfacher Ausfertigung unterschrieben. Je ein Exemplar erhalten die vertragsschliessenden Parteien. Ein Exemplar wird bei der Arbeits- und Gewerbeinspektion hinterlegt, ein weiteres Exemplar dem Schlichtungsamt zugestellt.





1 <sup>ère</sup> année	700,- francs	11 <sup>e</sup> année	4.500,- francs
2 <sup>e</sup> année	900,- francs	12 <sup>e</sup> année	5.000,- francs
3 <sup>e</sup> année	1.200,- francs	13 <sup>e</sup> année	5.500,- francs
4 <sup>e</sup> année	1.500,- francs	14 <sup>e</sup> année	6.000,- francs
5 <sup>e</sup> année	1.800,- francs	15 <sup>e</sup> année	6.500,- francs
6 <sup>e</sup> année	2.200,- francs	16 <sup>e</sup> année	7.000,- francs
7 <sup>e</sup> année	2.600,- francs	17 <sup>e</sup> année	7.500,- francs
8 <sup>e</sup> année	3.000,- francs	18 <sup>e</sup> année	8.000,- francs
9 <sup>e</sup> année	3.500,- francs	19 <sup>e</sup> année	8.500,- francs
10 <sup>e</sup> année	4.000,- francs	20 <sup>e</sup> année	9.500,- francs

Les taxes annuelles sont dues par anticipation pour l'année de validité à venir ou venant de commencer. A l'exception de la première, elles viennent à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet. Les taxes annuelles versées au titre d'une demande de brevet ou d'un brevet valent également pour le maintien en vigueur des demandes de certificat d'addition et des certificats d'addition qui s'y rattachent.

**Art. 5.** L'enregistrement de la transmission d'un brevet d'invention, d'un certificat d'addition ou d'une demande en obtention de l'un de ces titres donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs pour chaque titre ou demande. L'enregistrement et le cas échéant la radiation d'une mention de nantissement donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs pour chaque titre ou demande. En outre, les taxes de publication au Mémorial sont dues.

**Art. 6.** L'enregistrement de la notification portant modification ou rectification des raison sociale, forme juridique ou localité du siège ainsi que des nom, prénom ou lieu du domicile d'une personne mentionnée au registre matricule en tant que déposant ou breveté ou dans une autre qualité, donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs par notification. En outre, les taxes de publication au Mémorial sont dues.»

**Art. II.** L'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1945 concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945, modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1985, est modifié et remplacé comme suit:

«**Art. 9.** La notification portant nomination d'un mandataire doit s'appuyer sur un document de délégation de pouvoir distinct et, lorsqu'il s'agit du dépôt d'une demande de brevet, sur le document visé à l'article 1<sup>er</sup>, sub 6<sup>o</sup>.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa qui suit, le pouvoir est accordé pour une ou plusieurs demandes de brevet, ou pour un ou plusieurs brevets, identifiés par le numéro matricule, la date de dépôt et, auxiliairement, la désignation de l'objet de l'invention.

Toute personne peut accorder un pouvoir plus étendu, qualifié comme tel, autorisant un ou plusieurs mandataires à la représenter pour toutes les affaires de brevet la concernant.

Si des opérations séparées, concomitantes ou successives, sont censées rentrer dans les termes du mandat résultant d'un pouvoir n'existant qu'en un exemplaire original, le renvoi aux pièces originales doit se faire moyennant la fourniture, en annexe aux notifications secondant la notification de référence, d'une copie du pouvoir introduit dans le contexte de la notification de référence et d'une copie de celle-ci.

Toute notification et tout document produit en vue de son enregistrement sera daté et signé et mentionnera les noms et qualités des signataires. Une légalisation des signatures n'est pas requise.»

**Art. III.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. IV.** Notre ministre de l'économie et Notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie,*  
**Robert Goebbels**

*Le Ministre des Finances,*  
**Jean-Claude Juncker**

Château de Berg, le 28 décembre 1989.  
**Jean**

**Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant fixation, pour l'emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement au Ministère du Travail, de la matière et des modalités de l'examen de contrôle prévu par l'article 18, alinéa premier du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 6ter de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu les articles 18 et 21 du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de Notre Ministre de la Fonction publique et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'examen de contrôle prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne comporte, pour l'emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement au Ministère du Travail, des interrogations écrites et orales sur les matières suivantes:

- 1) Législation concernant le statut des fonctionnaires de l'Etat;
- 2) Procédure administrative non contentieuse;
- 3) Droit du travail;
- 4) Législation concernant le revenu minimum garanti.

**Art. 2.** La commission de contrôle prévue à l'article 21 du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne statuant en qualité de jury d'examen conformément au point 3 du même article, prend souverainement et sans appel les décisions qui lui sont dévolues aux termes du présent règlement et au règlement grand-ducal modifié du 5 février 1979 précité.

En cas de réussite aux épreuves à l'article 1<sup>er</sup>, le jury attribue, selon le cas, l'une des mentions suivantes: «suffisant» — «satisfaisant» — «bien» — ou «très bien». En cas d'échec, il déclare le candidat non admissible.

**Art. 3.** Le jury élabore son règlement de procédure qu'il soumet à l'approbation du Ministre de la Fonction publique. Il fait connaître au candidat un programme d'examen détaillé.

**Art. 4.** Notre Ministre du Travail et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Travail,*  
**Jean-Claude Juncker**

*Le Ministre de la Fonction publique,*  
**Marc Fischbach**

Château de Berg, le 28 décembre 1989.  
**Jean**

### **Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant approbation de la modification des statuts élaborée par le Comité central de l'Union des caisses de maladie.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles 12 et 53 du code des assurances sociales, l'article 4 de la loi modifiée du 29 août 1951 concernant l'assurance maladie des fonctionnaires et employés ainsi que l'article 17 de la loi modifiée du 22 avril 1979 portant réforme de l'assurance maladie des professions indépendantes et institution d'une indemnité pécuniaire;

Vu l'avis de la chambre de commerce, de la chambre des employés privés, de la chambre des fonctionnaires et employés publics, de la chambre des métiers et de la chambre de travail;

Vu la proposition du comité central de l'Union des caisses de maladie;

Vu la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre de la sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La modification des statuts élaborée par le Comité central de l'Union des caisses de maladie est approuvée et annexée au présent règlement.

**Art. 2.** Notre Ministre de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent qui est publié au Mémorial.

*Pour le Ministre de la Sécurité sociale,*  
*Le Secrétaire d'Etat,*  
**Mady Delvaux-Stehres**

Château de Berg, le 28 décembre 1989.  
**Jean**

### ANNEXE

#### *Modification de l'article 65 des statuts établis par le comité central de l'union des caisses de maladie*

**Art. 65.** Sur présentation d'un certificat médical dûment motivé, les frais de transport à l'aller et au retour en ambulance ou en taxi dans une clinique universitaire spécialisée ou assimilée à l'étranger sont à charge de la caisse de maladie pour une distance maximum de quatre cents kilomètres sur la base du tarif officiel, dans la mesure où ils ne sont pas remboursables par un tiers.

En cas de transfert dans une clinique luxembourgeoise lors d'une maladie ou d'un accident survenus à l'étranger, les frais de transport en ambulance ou en taxi sont à charge de la caisse de maladie pour une distance maximum de quatre cents kilomètres sur base du tarif officiel et sur le vu d'un certificat médical dûment motivé.

**Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 ayant pour objet de proroger les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1983 déterminant en exécution de l'article 34 de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat, les modalités de l'octroi de l'abattement de 5% sur les fournitures des pharmaciens aux caisses de maladie.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 32 paragraphe 2 de la loi du 22 décembre 1989 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1990;

Vu l'avis de la chambre des métiers, de la chambre des fonctionnaires et employés publics, de la chambre de travail et de la chambre des employés privés; la chambre d'agriculture et la chambre de commerce demandées en leurs avis;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre de la sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1983 déterminant en exécution de l'article 34 de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat, les modalités de l'octroi de l'abattement de 5% sur les fournitures des pharmaciens aux caisses de maladie, sont prorogées pour l'année 1990.

**Art. 2.** Notre Ministre de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial et qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

*Pr. le Ministre de la Sécurité sociale,  
Le Secrétaire d'Etat,  
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 28 décembre 1989.  
**Jean**

**Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 ayant pour objet de proroger le règlement grand-ducal modifié du 30 mars 1983 déterminant en application de l'article 37 (4), alinéa 2 de la loi du 20 décembre 1982 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1983 les réductions à opérer aux tarifs médicaux et médico-dentaires.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 32 paragraphe 2 de la loi du 22 décembre 1989 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1990;

Vu l'avis de la chambre des métiers, de la chambre des fonctionnaires et employés publics, de la chambre de travail et de la chambre des employés privés; la chambre d'agriculture et la chambre de commerce demandées en leurs avis;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre de la sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le règlement grand-ducal modifié du 30 mars 1983 déterminant en application de l'article 37 (4), alinéa 2 de la loi du 20 décembre 1982 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1983 les réductions à opérer aux tarifs médicaux et médico-dentaires, est prorogé pour l'année 1990.

**Art. 2.** Notre Ministre de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial et qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

*Pr. le Ministre de la Sécurité sociale,  
Le Secrétaire d'Etat,  
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 28 décembre 1989.  
**Jean**

**Règlement ministériel du 29 décembre 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu la loi du 22 décembre 1989 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1990 et notamment son article 9 prévoyant un droit d'accise autonome sur les cigarettes, les cigares et les cigarillos;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 1947 portant publication de la loi belge du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifié par la suite;

Vu le règlement ministériel du 1er juin 1983 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués et notamment le tableau des bandelettes fiscal pour tabacs annexé au dit règlement;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs annexé au règlement ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 1983 relatif au régime fiscal pour tabacs, est modifié comme suit :

le barème C. Cigarettes est remplacé par le tableau annexé au présent règlement.

**Art. 2.** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990 à 0 heure ne peuvent plus être apposées sur les cigarettes que des bandelettes fiscales pour lesquelles le droit d'accise commun et le droit d'accise autonome ont été pris en compte aux taux en vigueur à cette date.

**Art. 3.** Les personnes ou firmes qui, le 1<sup>er</sup> janvier 1990, à 0 heure, détiennent des bandelettes fiscales pour cigarettes non encore utilisées doivent en dresser à cette date, en double exemplaire, un inventaire dont un exemplaire est à tenir dans leur établissement avec les bandelettes à la disposition des agents des douanes.

Le second exemplaire est à adresser au receveur du 1<sup>er</sup> bureau des douanes à Luxembourg.

**Art. 4.** Les personnes ou firmes visées à l'article 3 doivent établir un inventaire distinct pour chacun des endroits où elles détiennent ou ont détenu des bandelettes fiscales pour cigarettes.

**Art. 5.** Les bandelettes peuvent encore être utilisées après la date du 1<sup>er</sup> janvier 1990 à la condition que:

- il n'y ait pas de hausse des prix de vente au détail des produits de tabac en question;
- le complément du droit d'accise autonome dû pour ces produits soit acquitté.

**Art. 6.** Le montant de ce complément de droit d'accise autonome doit être acquitté au plus tard le 28 février 1990.

**Art. 7.** Les bandelettes fiscales pour cigarettes inutilisées peuvent également être échangées contre de nouvelles bandelettes avec récupération de l'accise qui a été payée pour les bandelettes à échanger.

**Art. 8.** Sans être astreintes au paiement du complément du droit d'accise autonome les personnes et firmes visées à l'article 3 peuvent écouler jusqu'au 31 janvier 1990 leurs stocks de cigarettes munies de bandelettes fiscales avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et pour lesquelles le droit d'accise autonome en vigueur avant cette date a déjà été pris en compte.

**Art. 9.** Le total du droit d'accise commun et du droit d'accise autonome ne peut être inférieur à 0,474 F la pièce.

**Art. 10.** Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Luxembourg, le 29 décembre 1989.

Le Ministre des Finances,  
**Jean-Claude Juncker**

«C. CIGARETTES»

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 15 cigarettes			
40	22,940	1,325	24,265
41	23,495	1,345	24,840
42	24,051	1,365	25,416
43	24,606	1,385	25,991
44	25,162	1,405	26,567
45	25,717	1,425	27,142
46	26,273	1,445	27,718
47	26,828	1,465	28,293
48	27,384	1,485	28,869
49	27,939	1,505	29,444
50	28,495	1,525	30,020
51	29,050	1,545	30,595
52	29,606	1,565	31,171
53	30,161	1,585	31,746
54	30,717	1,605	32,322
55	31,272	1,625	32,897
56	31,828	1,645	33,473
57	32,383	1,665	34,048
58	32,939	1,685	34,624
59	33,494	1,705	35,199

## CIGARETTES

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 20 cigarettes			
43	24,846	1,560	26,406
48	27,624	1,660	29,284
50	28,735	1,700	30,435
51	29,290	1,720	31,010
52	29,846	1,740	31,586
53	30,401	1,760	32,161
54	30,957	1,780	32,737
55	31,512	1,800	33,312
56	32,068	1,820	33,888
57	32,623	1,840	34,463
58	33,179	1,860	35,039
59	33,734	1,880	35,614
60	34,290	1,900	36,190
61	34,845	1,920	36,765
62	35,401	1,940	37,341
63	35,956	1,960	37,916
64	36,512	1,980	38,492
65	37,067	2,000	39,067
66	37,623	2,020	39,643
67	38,178	2,040	40,218
68	38,734	2,060	40,794
69	39,289	2,080	41,369
70	39,845	2,100	41,945
71	40,400	2,120	42,520
72	40,956	2,140	43,096
73	41,511	2,160	43,671
74	42,067	2,180	44,247
75	42,622	2,200	44,822
76	43,178	2,220	45,398
77	43,733	2,240	45,973
78	44,289	2,260	46,549
79	44,844	2,280	47,124
80	45,400	2,300	47,700
81	45,955	2,320	48,275
82	46,511	2,340	48,851
83	47,066	2,360	49,426
84	47,622	2,380	50,002
85	48,177	2,400	50,577
90	50,955	2,500	53,455
95	53,732	2,600	56,332
100	56,510	2,700	59,210
105	59,287	2,800	62,087
110	62,065	2,900	64,965
120	67,620	3,100	70,720
130	73,175	3,300	76,475
illimité	89,840	3,900	93,740

## CIGARETTES

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 25 cigarettes			
17	10,643	1,215	11,858
54	31,197	1,955	33,152
60	34,530	2,075	36,605
61	35,085	2,095	37,180
62	35,641	2,115	37,756
63	36,196	2,135	38,331
64	36,752	2,155	38,907
65	37,307	2,175	39,482
66	37,863	2,195	40,058
67	38,418	2,215	40,633
68	38,974	2,235	41,209
69	39,529	2,255	41,784
70	40,085	2,275	42,360
71	40,640	2,295	42,935
72	41,196	2,315	43,511
73	41,751	2,335	44,086
74	42,307	2,355	44,662
75	42,862	2,375	45,237
76	43,418	2,395	45,813
77	43,973	2,415	46,388
78	44,529	2,435	46,964
79	45,084	2,455	47,539
80	45,640	2,475	48,115
81	46,195	2,495	48,690
82	46,751	2,515	49,266
83	47,306	2,535	49,841
84	47,862	2,555	50,417
85	48,417	2,575	50,992
86	48,973	2,595	51,568
87	49,528	2,615	52,143
88	50,084	2,635	52,719
89	50,639	2,655	53,294
90	51,195	2,675	53,870
91	51,750	2,695	54,445
92	52,306	2,715	55,021
93	52,861	2,735	55,596
94	53,417	2,755	56,172
95	53,972	2,775	56,747
100	56,750	2,875	59,625
105	59,527	2,975	62,502
110	62,305	3,075	65,380
120	67,860	3,275	71,135
130	73,415	3,475	76,890
140	78,970	3,675	82,645
150	84,525	3,875	88,400
160	90,080	4,075	94,155
illimité	112,300	4,875	117,175

## CIGARETTES

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 30 cigarettes			
72	41,436	2,490	43,926
74	42,547	2,530	45,077
76	43,658	2,570	46,228
78	44,769	2,610	47,379
80	45,880	2,650	48,530
82	46,991	2,690	49,681
84	48,102	2,730	50,832
86	49,213	2,770	51,983
88	50,324	2,810	53,134
90	51,435	2,850	54,285
92	52,546	2,890	55,436
94	53,657	2,930	56,587
96	54,768	2,970	57,738
98	55,879	3,010	58,889
100	56,990	3,050	60,040
102	58,101	3,090	61,191
104	59,212	3,130	62,342
106	60,323	3,170	63,493
108	61,434	3,210	64,644
110	62,545	3,250	65,795

## CIGARETTES

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 50 cigarettes			
105	60,727	3,850	64,577
110	63,505	3,950	67,455
115	66,282	4,050	70,332
120	69,060	4,150	73,210
125	71,837	4,250	76,087
130	74,615	4,350	78,965
135	77,392	4,450	81,842
140	80,170	4,550	84,720
145	82,947	4,650	87,597
150	85,725	4,750	90,475
155	88,502	4,850	93,352
160	91,280	4,950	96,230
175	99,612	5,250	104,862
185	105,167	5,450	110,617
200	113,500	5,750	119,250
250	141,275	6,750	148,025
300	169,050	7,750	176,800
illimité	224,600	9,750	234,350



## CIGARETTES

Prix de vente au détail (F) 1	Droit d'accise commun (F) 2	Droit d'accise autonome (F) 3	Total des colonnes 2 et 3 (F) 4
Par emballage de 100 cigarettes			
205	118,677	7,600	126,277
210	121,455	7,700	129,155
215	124,232	7,800	132,032
225	129,787	8,000	137,787
230	132,565	8,100	140,665
235	135,342	8,200	143,542
240	138,120	8,300	146,420
245	140,897	8,400	149,297
250	143,675	8,500	152,175
270	154,785	8,900	163,685
275	157,562	9,000	166,562
280	160,340	9,100	169,440
295	168,672	9,400	178,072
300	171,450	9,500	180,950
315	179,782	9,800	189,582
320	182,560	9,900	192,460
350	199,225	10,500	209,725
400	227,000	11,500	238,500
450	254,775	12,500	267,275
500	282,550	13,500	296,050
550	310,325	14,500	324,825
600	338,100	15,500	353,600
illimité	449,200	19,500	468,700

**Règlement ministériel du 30 décembre 1989 refixant le montant servant à la détermination forfaitaire du revenu professionnel agricole prévu à l'article 243 du code des assurances sociales.**

*Le Ministre de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural,  
Le Ministre de la sécurité sociale,*

Vu l'article 4 du règlement grand-ducal du 29 janvier 1988 déterminant les éléments rentrant dans la définition du revenu professionnel agricole;

La Chambre d'agriculture demandée en son avis;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le montant de dix mille francs prévu à l'article 4 du règlement grand-ducal du 29 janvier 1988 déterminant les éléments rentrant dans la définition du revenu professionnel agricole est porté à treize mille francs.

**Art. 2.** Le présent règlement est publié au Mémorial et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Luxembourg, le 30 décembre 1989.

*Le Ministre de l'agriculture,  
de la viticulture et du développement rural,  
René Steichen*

*Pr. le Ministre de la Sécurité sociale,  
Le Secrétaire d'Etat,*

**Mady Delvaux-Stehres**

**Réglementation des tarifs ferroviaires nationaux et internationaux.**

Les tarifs ferroviaires nationaux et internationaux ci-après sont mis en vigueur sur le réseau des chemins de fer luxembourgeois par application de l'article 27 du Cahier des charges de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, approuvé par la loi du 16 juin 1947, concernant l'approbation de la convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et des conventions annexes:

- Suppléments aux fascicules 1, 2, 3, 4 et 5 du Distancier International Uniforme Marchandises N° 8700 (DIUM) (01.07.1989)
- 3<sup>e</sup> supplément au tarif BENELUX/PORTS DE MER - ITALIE N° 9000 pour le transport de marchandises en wagons complets (01.10.1989)
- Rectificatif N° 12 aux fascicules 1-3 au tarif international CECA 9001 (01.10.1989)
- 20<sup>e</sup> supplément au tarif international N° 9008 pour produits sidérurgiques (01.10.1989)

- Nouvelle édition du tarif franco-luxembourgeois N° 9504 pour le transport de marchandises en wagons complets (01.10.1989)
- 3<sup>e</sup> supplément au tarif 9506 pour le transport de marchandises en wagons complets au départ de la Belgique, des Pays-Bas et de certains ports de mer allemands et français à destination de la Suisse et vice-versa (01.10.1989)
- Nouvelle édition de l'annexe spéciale du TCV — Bagages enregistrés (01.11.1989)
- Nouvelle édition de l'annexe spéciale du TCV «Trains à suppléments» (01.11.1989)
- Nouvelle édition du tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages — Annexe spéciale «Places couchées» (01.11.1989)
- Rectificatif N° 24 à l'annexe spéciale au TCV — Trains d'automobiles accompagnées — (TAA) (01.11.1989)
- Rectificatif N° 2 au fascicule I du TCV — Conditions de transport générales (01.11.1989)
- Rectificatif N° 1 au fascicule IV/4 (Trafic Luxembourg-Suisse) (01.11.1989)
- Rectificatif N° 1 au fascicule IV/7 (Trafic Luxembourg - Grande-Bretagne) (01.11.1989)
- Rectificatif N° 1 au fascicule IV/8 (Trafic Luxembourg-Pays Nordiques)(01.11.1989)
- Nouvelle édition du fascicule IV/11 (Trafic Luxembourg-Espagne (Portugal)) (01.11.1989)
- Rectificatif N° 3 au fascicule IV/13 (Trafic Luxembourg-URSS) (01.11.1989)
- 13<sup>e</sup> supplément au tarif luxembourgeois-belge N° 5036 pour produits sidérurgiques (ports fluviaux et région liégeoise) (01.11.1989)
- Rectificatif N° 13 aux fascicules 1-3 du tarif international CECA N° 9001 (01.12.1989)
- 20<sup>e</sup> supplément au tarif luxembourgeois-belge N° 5032 pour produits sidérurgiques (exportation maritime) (01.12.1989)
- Rectificatif N° 1 à l'annexe spéciale au TCV — Inter-Rail (01.01.1990)
- Rectificatif No 1 à l'annexe spéciale au TCV — REF (Rail Europ Famille) (01.01.1990)
- Rectificatif N° 2 à l'annexe spéciale au TCV — RES (Rail Europ Senior) (01.01.1990)
- Suppléments N°5 et 5A au tarif international pour le transport de colis express (TCEX) (01.01.1990)
- Nouvelle édition du fascicule IV «Tableaux des prix» du tarif pour le transport des voyageurs et des bagages, service intérieur (01.01.1990)
- 2<sup>e</sup> supplément au tarif N° 6300 pour les expéditions de détail de l'Allemagne vers le Luxembourg et vice-versa (01.01.1990)
- 1<sup>er</sup> supplément au tarif N° 8454 pour les expéditions de détail de la Suisse vers le Luxembourg et vice-versa (01.01.1990)
- 7<sup>e</sup> supplément au tarif N° B-L 16 pour les expéditions de périodiques et de journaux de la Belgique vers le Luxembourg (01.01.1990).

—————

**Arrêté grand-ducal du 13 avril 1984 portant publication du règlement de police pour la navigation de la Moselle, adopté par la Commission de la Moselle à Trèves, le 17 novembre 1983.**

RECTIFICATIF

A la page 405 du Mémorial A — Annexe 2 du 16 juin 1984, le terme «blanche» reproduit à l'article 6.28 — Passage aux écluses —, sub point 8, alinéa 2, 2<sup>ème</sup> ligne, est à biffer.

—————

**Règlement grand-ducal du 19 janvier 1987 concernant le contrôle des produits phytopharmaceutiques.**

RECTIFICATIF

Au Mémorial AN° 4 du 9 février 1987, page 30, il y a lieu de lire à l'article 20 «extrêmement inflammable» (au lieu de: inflammable) et une «flamme F +» (au lieu de: une flamme (F)).

—————

**Règlement ministériel du 17 octobre 1988 portant fixation des conditions de sécurité auxquelles est subordonnée l'exploitation commerciale sur les cours d'eau de menues embarcations.**

RECTIFICATIF

Entre les articles 6 et 8, il est inséré un article 7 de la teneur suivante:

«Art. 7. Les locataires et les usagers doivent se comporter de façon à ce que la capacité de manoeuvrer l'embarcation soit assurée. Il leur est interdit d'abandonner l'usage à des personnes exclues par l'article précédent comme locataires ou passagers».

—————

**Règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers.**

RECTIFICATIF

Au Mémorial A — N° 59 du 5 septembre 1989, il y a lieu de lire à la page 1090 la signature grand-ducale à la fin du texte:

«Cabasson, le 5 août 1989.

**Jean»**

(au lieu de: Luxembourg, le 5 août 1989.)